
DEPARTEMENT
PAS DE CALAIS

ARRONDISSEMENT
ARRAS

COMMUNE
DAINVILLE

SEANCE ORDINAIRE

Réf. : VD/AV

25D043

OBJET :

**APPROBATION DE LA
CONVENTION DE
PARTENARIAT ENTRE
LA VILLE DE
DAINVILLE ET LA
MUTUELLE JUST
POUR LA MISE EN
PLACE D'UNE
MUTUELLE
COMMUNALE A
VOCATION SOCIALE**

xxx

Nombre de conseillers
en exercice : 29
Nombre de présents : 19
Nombre de votants : 28

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le 29 septembre à 18H30, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise ROSSIGNOL, Maire, en suite de convocation en date du 23 septembre dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents, Mesdames et Messieurs ROSSIGNOL Françoise, PETIT David, VIARD Philippe, DUPAYAGE Laurence, QUANDALLE Philippe, BONELLO Brigitte, HARO Serge, HAVET Maryline, CHALON Patrick, CAVÉ Michelle, RAUX Christian, TALBOT Anne, DELCROIX Marcel, DOUCHÉ Jérôme, CAPEL Cédric, DARRAS Emmanuel, CARLIER Maxime, RAVEZ Yannick, BEAUJOIS Pauline.

A l'exception de GLEIZES Aurélie, ARBINET Ludivine, LARDIER Marie, VALLET Régine, VÉRET Béatrice, FATOUS Amandine, FAFINSKI Caroline, MOLIN Christian, LOISON Sarah qui, en application de l'article L2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, avaient respectivement donné pouvoirs à DUPAYAGE Laurence, RAVEZ Yannick, QUANDALLE Philippe, HARO Serge, PETIT David, CHALON Patrick, BONELLO Brigitte, VIARD Philippe, HAVET Maryline. Ainsi que CADET Valérie absente non représentée.

Monsieur HARO Serge est élu secrétaire de séance.

QUESTION N° 6 : APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE DAINVILLE ET LA MUTUELLE JUST POUR LA MISE EN PLACE D'UNE MUTUELLE COMMUNALE A VOCATION SOCIALE

Madame Brigitte Bonello expose

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants ;

Vu l'intérêt croissant des administrés pour un meilleur accès à une couverture santé adaptée et accessible ;

Vu la volonté de la Ville de Dainville de favoriser l'accès à une complémentaire santé solidaire pour ses administrés ;

Considérant que la mise en place d'une **mutuelle communale à vocation sociale**, en partenariat avec un organisme mutualiste respectant les principes de solidarité, d'accessibilité, de proximité et d'éthique, constitue une réponse adaptée aux besoins de la population ;

La **Mutuelle Just**, acteur reconnu de l'économie sociale et solidaire, s'est portée volontaire pour accompagner la Ville de Dainville dans ce dispositif, dans le cadre d'une convention dont les termes garantissent l'impartialité, la transparence, l'absence de rémunération, et le respect des obligations légales en matière de couverture santé ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver** le projet de convention de partenariat à intervenir entre la ville de Dainville et la mutuelle Just, tel que présenté en annexe à la présente délibération ;
- **D'autoriser** Madame le Maire à signer ladite convention ainsi que tous documents y afférents, et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif ;
- **De dire** que la présente convention est conclue à titre gratuit, sans contrepartie financière, dans un objectif exclusivement social et solidaire ;
- **Préciser** que la convention prendra effet à la date de signature par les deux parties et prendra fin le 31 décembre 2025, avec renouvellement possible par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les conditions prévues ;

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

- **De dire** que la Ville assurera la promotion du dispositif via ses canaux de communication habituels et facilitera l'organisation de permanences, conformément aux engagements définis à l'article 4 de la convention ;

Ainsi délibéré, Pour extrait certifié conforme,
Rendu exécutoire par affichage légal et envoi en Préfecture
Le 29 septembre 2025



Le Maire,
Françoise ROSSIGNOL

#Signature#